

Récapitulatif – Adaptations trimestrielles 2023/2

1	Algemene aanpassingen	3
1.1	Ministres de culte	3
1.1.1	Contexte.....	3
1.1.1	Impact	3
1.1.1.1	Annexe 21.....	3
1.1.1.2	Contrôles communs	4
1.1.1.3	Contrôles Cotisation	4
1.2	Daily Interim Contract Travailleurs intérimaires - Entreprise utilisatrice - Fedris.....	6
1.2.1	Contexte.....	6
1.2.1.1	Daily Interim Contract	6
1.2.1.2	Travailleurs intérimaires – Entreprise utilisatrice – Fedris	6
1.2.1	Impact	6
1.2.1.1	Contrôles communs	6
1.2.1.2	Annexe 30.....	7
1.3	Industrie et commerce du pétrole – Fusion des CP 117 et 211	8
1.3.1	Contexte.....	8
1.3.2	Impact	8
1.3.2.1	Contrôles communs	8
1.3.2.2	Glossaire.....	8
1.4	GSD-V-bijdrage 847 voor gehandicapte gesco's.....	9
1.4.1	Context.....	9
1.4.2	Impact	9
1.4.2.1	Bijdragevoetenbestand	9
1.4.2.2	Controles bijdragen	9
1.5	Dérogation du régime de pension complémentaire.....	10
1.5.1	Context.....	10
1.5.2	Impact	10
1.5.2.1	Glossaire.....	10
1.5.2.2	Contrôles communs	11
1.6	Prime (en faveur du) pouvoir d'achat.....	13
1.6.1	Context.....	13
1.6.2	Impact	13
1.6.2.1	Annexes.....	13
1.6.2.2	Contrôles cotisations.....	14
1.7	Droits d'auteur.....	15
1.7.1	Contexte.....	15
1.7.2	Impact	15
1.7.2.1	Annexe 7 – Codes rémunérations	15
1.7.2.2	Contrôles communs	15
1.8	Commission paritaire des entreprises de travaux techniques agricoles et horticoles 132 ..	16
1.8.1	Contexte.....	16
1.8.1	Impact	16
1.8.1.1	Contrôles communs	16
1.9	Contrôles communs.....	17
1.9.1	Mesures liées au Corona.....	17
1.9.1.1	Travailleurs occasionnels dans le secteur agricole et horticole – Contrôle du nombre de jours au forfait.....	17
1.9.1.2	Travailleurs étudiants.....	17
1.9.2	Dates début et fin du trimestre de la déclaration pas fiables.....	18
1.10	Controles verminderingen.....	19

2	Varia	20
2.1	Dates et paramètres	20
2.1.1	Dates prescription.....	20
2.1.2	Dates rouges pour l'année 2023.....	21

1 Algemene aanpassingen

1.1 Ministres de culte

Effet rétroactif : Non (2/2023)

Impact DRS : Oui

1.1.1 Contexte

Les ministres des cultes et les délégués du Conseil Laïque qui peuvent se marier sont redevables de cotisations de pension statutaires. Les ministres des cultes qui ne peuvent pas se marier sont, quant à eux, exonérés de cotisation de pension statutaire.

Les ministres des cultes et les délégués du Conseil Laïque sont déclarés comme personnels statutaires sous le code travailleur 675. Leur activité principale est déclarée par le SPF Justice. Leurs éventuelles activités complémentaires en tant qu'aumôniers sont déclarées par les administrations provinciales et locales.

SPF Justice

À l'heure actuelle, les cotisations de pension statutaires sont perçues pour tous les ministres des cultes protestant, anglican, orthodoxe, israélite ou islamique (déclarés avec le code 9 dans la zone 'Catégorie de personnel du secteur public' dans le bloc Capelo 'Données de l'occupation relatives au secteur public'), ainsi que pour les délégués du Conseil Laïque (déclarés avec le code 1 dans la zone 'Catégorie de personnel du secteur public').

Aucune cotisation de pension statutaire n'est perçue pour les ministres du culte catholique (déclarés avec le code 8 dans la zone 'Catégorie de personnel du secteur public').

Le problème :

- Il y a des ministres du culte orthodoxe qui ne peuvent pas se marier (déclarés avec le code 9 dans la zone 'Catégorie de personnel du secteur public') et des cotisations de pension leurs sont réclamées à tort
- Il y a des ministres du culte catholique qui peuvent se marier (déclarés avec le code 8 dans la zone 'Catégorie de personnel du secteur public') et exonérés à tort de cotisations de pension

Cette situation sera rectifiée à partir du 2/2023.

Administrations provinciales et locales

À l'heure actuelle, les ministres de culte sont exonérés de la cotisation pension. La question si cette exonération continuera à exister a été posée au Service Fédéral des Pensions. Plus d'infos suivront.

1.1.1 Impact

Création de 2 nouveaux statuts qui permettront la distinction entre les ministres des cultes qui peuvent se marier et ceux qui ne le peuvent pas. Ces 2 nouveaux statuts remplacent le statut EC existant.

1.1.1.1 [Annexe 21](#)

Suppression du statut EC à partir de 2023/2

Code	RSZ	RSZ-PPO	Omschrijving	Opmerking	Geldig vanaf trimester	Geldig tot trimester	Geldig vanaf	Geldig tot
EC	Yes	No	Bedienaars van eredienst en afgevaardigden van de Vrijzinnige Raad		2022/1	9999/4 2023/1	01/01/2022	31/12/9999 31/03/2023

Création de 2 nouveaux statuts à partir de 2023/2

Code	RSZ	RSZ-PPO	Omschrijving	Opmerking	Geldig vanaf trimester	Geldig tot trimester	Geldig vanaf	Geldig tot
MY	Yes	No	Bedienaars van eredienst die mogen huwen en afgevaardigden van de Vrijzinnige Raad Ministres des cultes qui peuvent se marier et conseillers laïcs Diener des Kultes, die heiraten dürfen, und Laienvertreter		2023/2	9999/4	01/04/2023	31/12/9999
MN	Yes	No	Bedienaars van eredienst die niet mogen huwen Ministres des cultes qui ne peuvent pas se marier Diener des Kultes die nicht heiraten dürfen		2023/2	9999/4	01/04/2023	31/12/9999

1.1.1.2 Contrôles communs

Les nouveaux statuts MN et MY doivent être traités comme le statut EC l'était.

- 00053-025 (P) : les statuts MN et MY sont permis uniquement pour les catégories 001, 750, 751, 752 et 753.
- 00053-030 (B) : les statuts MN et MY sont permis uniquement pour le code travailleur 675.
- 90411-001 (B) : les données Capelo sont obligatoires si les statuts MN ou MY sont déclarés sous la catégorie 001
- 90411-212 (NP) : les données Capelo ne peuvent être déclarées sous l'occupation si le statut du travailleur est MN ou MY alors que la catégorie est autre que 001
- **Nouveau contrôle** 00962-212 (NP) : les valeurs 8 et 9 de la zone 'Catégorie de personnel du secteur public' doivent être combinées avec le statut MN ou MY et la catégorie 001

1.1.1.3 Contrôles Cotisation

Les nouveaux statuts MN et MY doivent être traités comme le statut EC l'était.

- 90001-001 et 00082-212 : les rémunérations sous une occupation avec les statuts MN ou MY n'entrent pas en compte dans le calcul de la cotisation des primes syndicales (850), de la cotisation GSD (845) et de la cotisation GSD-V (847)

- 00084-044 : les rémunérations sous une occupation avec les statuts MN ou MY n'entrent pas en compte dans le calcul du montant de base des cotisations 845 (GSD) et 847 (GSD-V)

SPF Justice

Pour le calcul des cotisations de pension statutaires 815, 816 et 818,

- A partir du 1/2022 jusqu'à 1/2023 inclus
 - Correction d'une erreur historique: les ministres du culte catholique (code 8 dans la zone "catégorie du personnel du secteur public") seront exclus de la cotisation de pension public.
- A partir de 2/2023 :
 - Les rémunérations sous une occupation pour laquelle un bloc Capelo est présent et est tel que la zone 'Catégorie de personnel du secteur public' vaut 8 doivent aussi être prises en compte dans le calcul de la cotisation de pension (la valeur 9 était déjà prise en compte)
 - les rémunérations sous une occupation avec le statut MN n'entrent pas en compte dans le calcul de la cotisation de pension
 - les rémunérations sous une occupation avec le statut MY entrent en compte dans le calcul de la cotisation de pension

Administrations provinciales et locales

À l'heure actuelle, les ministres de culte sont exonérés de la cotisation pension. La question si cette exonération continuera à exister a été posée au Service Fédéral des Pensions. Plus d'infos suivront.

1.2 Daily Interim Contract Travailleurs intérimaires - Entreprise utilisatrice - Fedris

Effet rétroactif : Non (1/2023)

Impact DRS : Non

1.2.1 *Contexte*

1.2.1.1 Daily Interim Contract

Objectif : Sanctionner les abus de contrats journaliers successifs

Cible : utilisateur qui fait appel au bureau d'interim (~50k)

- 87 % Employeurs
- 10 % Entreprise non-employeur
- 3 % Utilisateurs déclarés sans KBO
 - 1,5 % Entreprises étrangères
 - 1,5 % Erronées et/ou particulier

Eléments notables :

- Cotisation réfutable pour des situations exceptionnelles
- Utilisateur sans KBO : Probablement uniquement des entreprises étrangères

1.2.1.2 Travailleurs intérimaires – Entreprise utilisatrice – Fedris

Fedris doit pouvoir identifier les prestations des intérimaires auprès des entreprises utilisatrices afin de calculer l'indice de risque de ces entreprises.

1.2.1 *Impact*

1.2.1.1 Contrôles communs

Outre les contrôles modèles :

- 90107-001 :
 - le bloc UsingEmployer doit être complété sous le bloc occupation lorsque la catégorie employeur est 097, 224, 226, 244, 254 ou 497 (et le code travailleur est différent de 840 et 841)
 - le bloc UsingEmployer doit être complété sous le bloc StudentContribution lorsque la catégorie employeur est 097, 224, 226, 244, 254 ou 497 (et le code travailleur est 840 ou 841)

Gravité NP pour 2023/1, P à partir de 2023/2 -> Reporté à 2023/3

Nouveau contrôle

- 000520-533 (Incompatible avec le code pays)
 - Si le pays renseigné dans l'adresse est la Belgique, le code postal doit être numérique afin de pouvoir vérifier la correspondance avec la ville dans l'annexe 23

Gravité B – **Valide à partir de 2023/1**

Correction du contrôle

- 90107-006 B (avec effet rétroactif 2023/1)
 - Exclure les BCE d'entreprises utilisatrices qui valent 0 de la comparaison. Cela permettra d'éviter de générer l'anomalie si les entreprises utilisatrices sont identifiées par le numéro de

TVA ou le NISS mais avec le BCE à 0 (ce qui est suggéré dans le glossaire si le BCE n'est pas connu).

1.2.1.2 [Annexe 30](#)

Nouvelle anomalie 533

Incompatible avec le code pays / Onverenigbaar met de landcode / Unvereinbarkeit mit Ländercode

1.3 Industrie et commerce du pétrole – Fusion des CP 117 et 211

Effet rétroactif : Non (2/2023)

Impact DRS : Oui, 1/2023

1.3.1 Contexte

PC 117 op te heffen met ingang van 1 april 2023, en de werkingssfeer van "het huidige PC 211" uit te breiden tot de werknemers in het algemeen (met inbegrip van de arbeiders) op dezelfde datum van 1 april 2023. De wijziging van de werkingssfeer brengt ook de wijziging teweeg van de benaming van PC 211, die het "Paritair Comité voor de petroleumnijverheid en -handel" zal worden.

⇒ Het paritair comité 211 moet vanaf 1/4/2023 ook mogelijk zijn voor arbeiders.

1.3.2 Impact

1.3.2.1 Contrôles communs

Controle concerné : 00046-030

1.3.2.2 Glossaire

Annexe 26 – Commissions paritaires

Fin de validité de la CP 117 => date de fin au 31/03/2023

Modification du libellé long de la CP 211

Il y a :

Commission paritaire pour employés de l'industrie et du commerce du pétrole
Paritair Comité voor de bedienden uit de petroleumnijverheid en –handel

Il faut :

Commission paritaire de l'industrie et du commerce du pétrole
Paritair Comité voor de petroleumnijverheid en –handel

1.4 GSD-V-bijdrage 847 voor gehandicapte gesco's

Effet rétroactif : Oui (1/2023)

Impact DRS : Non

1.4.1 Context

Sinds 2023/1 kunnen de werknemerskengetallen 025 en 485 worden aangegeven in combinatie met de werkgeverscategorie 373. De werknemerskengetallen 025 en 485 aangegeven in combinatie met de categorie 373 behoren tot het toepassingsgebied van de bijdrage voor de Gemeenschappelijke Sociale Dienst Vlaanderen (GSD-V, werknemerskengetal bijdrage 847).

Ter herinnering: de GSD-V-bijdrage is enkel verschuldigd als de werkgever zich heeft aangesloten bij de GSD-V.

1.4.2 Impact

1.4.2.1 Bijdragevoetenbestand

Impact op de combinaties werknemerskengetal / werknemerskengetal bijdrage.

1.4.2.2 Controles bijdragen

Betrokken controles:

- 00082-030
- 90001-001

1.5 Dérogation du régime de pension complémentaire

Effet rétroactif : Oui (3/2019 uniquement pour les contrôles DmfA, pas pour les contrôles DmfAPPL)

Impact DRS : Non

1.5.1 Context

Als een contractueel personeelslid verminderde prestaties combineert met een overlevingspensioen, dan heeft hij/zij recht op de opbouw van een aanvullend pensioen in het kader van de federale tweede pensioenpijler en moeten jaarlijks de nodige gegevens worden aangegeven in het blok "tweede pensioenpijler – inlichtingen". De huidige controles verbieden echter dat dit blok wordt ingevuld voor een gepensioneerd werknemer. De controles worden in dat opzicht aangepast met retroactief effect tot 3/2019.

1.5.2 Impact

1.5.2.1 Glossaire

Zone 'Dispense – Régime de pension complémentaire' 01013

Adaptation du Nom de la zone

Er is	Er moet zijn
Vrijstelling - aanvullend pensioenregeling	Afwijking aanvullende pensioenregeling
Dispense - régime de pension complémentaire	Dérogation régime de pension complémentaire

Adaptation du domaine de définition

Er is	Er moet zijn
1 = vrijstelling 2 = werknemer die behoort tot de aanvullende pensioenregeling van "Provant" tewerkgesteld bij een werkgever met meerdere aanvullende pensioenregelingen. De waarde "1" is toegelaten in DmfA vanaf 3/2019. De waarde "2" is toegelaten in de DmfA vanaf 1/2023.	1 = vrijstelling 2 = werknemer die behoort tot de aanvullende pensioenregeling van "Provant" tewerkgesteld bij een werkgever met meerdere aanvullende pensioenregelingen 3 = werknemer met overlevingspensioen die recht heeft op de aanvullende pensioenregeling voor de federale openbare sector De waarde "1" is toegelaten in DmfA vanaf 3/2019. De waarde "2" is toegelaten in de DmfA vanaf 1/2023. De waarde "3" is toegelaten in de DmfA vanaf 3/2019.
1 = dispense 2 = travailleur qui relève du régime de pension complémentaire de "Provant" occupé chez un employeur avec plusieurs régimes de pension complémentaires. La valeur "1" est permise en DmfA à partir de 3/2019. La valeur "2" est permise en DmfA à partir de 1/2023.	1 = dispense 2 = travailleur qui relève du régime de pension complémentaire de "Provant" occupé chez un employeur avec plusieurs régimes de pension complémentaires 3 = travailleur avec une pension de survie qui a droit au régime de pension complémentaire pour le secteur public fédéral La valeur "1" est permise en DmfA à partir de 3/2019. La valeur "2" est permise en DmfA à partir de 1/2023. La valeur "3" est permise en DmfA à partir de 3/2019.

Commun

Adaptation de la présence

Er is	Er moet zijn
Verplicht indien de aanvullende pensioenregeling voor de federale openbare sector niet van toepassing is of, vanaf 4/2019, indien geen opbouw van aanvullend sectorpensioen meer mogelijk is wegens pensionering of indien de aanvullende pensioenregelingen "lokale contractanten", "Provant", "Prolocus" en "Ethias Pension Fund PPO" niet van toepassing zijn op de werknemer in kwestie van een lokaal bestuur.	Verplicht indien de aanvullende pensioenregeling voor de federale openbare sector, Provant, Prolocus en Ethias Pension Fund PPO niet van toepassing is of, vanaf 4/2019, indien geen opbouw van aanvullend sectorpensioen meer mogelijk is wegens pensionering of indien de aanvullende pensioenregelingen "lokale contractanten", "Provant", "Prolocus" en "Ethias Pension Fund PPO" niet van toepassing zijn op de werknemer in kwestie van een lokaal bestuur of indien een werknemer met een overlevingspensioen recht heeft op de aanvullende pensioenregeling voor de federale openbare sector.
Obligatoire si le régime de pension complémentaire pour le secteur public fédéral n'est pas d'application ou, à partir du 4/2019, s'il n'y a plus création de droit de pension sectoriel complémentaire possible pour cause de pension ou si les régimes de pension complémentaires "contractuels locaux", "Provant", "Prolocus" et "Ethias Pension Fund APL" ne sont pas d'application au travailleur en question d'une administration locale.	Obligatoire si le régime de pension complémentaire pour le secteur public fédéral, le régime de pension complémentaire Provant, Prolocus et Ethias Pension Fund APL n'est pas d'application ou, à partir du 4/2019, s'il n'y a plus création de droit de pension sectoriel complémentaire possible pour cause de pension ou si les régimes de pension complémentaires "contractuels locaux", "Provant", "Prolocus" et "Ethias Pension Fund APL" ne sont pas d'application au travailleur en question d'une administration locale ou si un travailleur avec une pension de survie a droit au régime de pension complémentaire du secteur public fédéral.

DmfAOriginal et DmfAUpdate

Annexe 30

Nouvelle anomalie - 532

Incompatibilité avec la notion de pensionné / Onverenigbaar met de notie gepensioneerd / Unvereinbar mit dem Begriff pensioniert

1.5.2.2 Contrôles communs

Toutes les adaptations des contrôles communs doivent être réalisées avec effet rétroactifs au 2019/3, uniquement pour les contrôles DmfA (pas pour les contrôles DmfAPPL).

Contrôle 01013-008 B

L'usage du code 3 est autorisé et ajouté au domaine de définition.

Contrôle 90017-518 NP

Si l'employeur appartient au domaine d'application du deuxième pilier de pension public fédéral, adaptation du contrôle de sorte que le bloc Deuxième pilier de pension – Informations soit obligatoire :

- la catégorie de l'employeur est différente de 232
- le travailleur est manuel 0xx ou intellectuel 4xx mais n'est pas membre de gouvernement ou parlement (code travailleur 406) ni membre d'un gouvernement fédéral ou régional (code travailleur

- 407) ni un mandataire locale (code travailleur 404 et 405)
- si le travailleur n'est pas pensionné, alors le travailleur n'est pas dispensé du régime de pension complémentaire (zone 01013 non renseignée ou différente de 1)
 - si le travailleur est pensionné, alors il a droit au régime de pension complémentaire (zone 01013 = 3)
 - le statut RM (militaires de réserve) n'est pas présent
 - le code prestation 1, 2, 3, 5, 10, 11, 14, 22, 51, 52 ou 53 est déclaré sous n'importe quelle occupation de la personne physique concernée

Contrôle 90172-053 NP

A partir de 2023/1

Si l'employeur appartient au domaine d'application du deuxième pilier de pension public fédéral, adaptation du contrôle de sorte que le bloc Deuxième pilier de pension – Informations ne soit pas d'application si le travailleur est pensionné **et qu'il n'a explicitement pas droit au régime de pension complémentaire.**

De 2019/3 à 2022/4

Le bloc Deuxième pilier de pension – Informations n'est pas d'application si le travailleur est pensionné **et qu'il n'a explicitement pas droit au régime de pension complémentaire.**

Contrôle 01013- 532 NP Nouveau contrôle

Le nouveau code 3 n'est pas permis si le travailleur n'est pas pensionné

1.6 Prime (en faveur du) pouvoir d'achat

Effet rétroactif : Non

Impact DRS : Non

1.6.1 Context

Vanaf 2023/2 hebben ondernemingen, die goede resultaten hebben behaald in 2022, de mogelijkheid een koopkrachtpremie te betalen aan hun werknemers. Deze premie wordt uitbetaald in de periode vanaf 1 juni 2023 t.e.m. 31 december 2023. De premie bedraagt maximaal €500 bij ondernemingen die goede resultaten hebben behaald in 2022 of maximaal €750 bij ondernemingen die zeer goede resultaten hebben behaald in 2022.

De premie wordt niet beschouwd als loon en is dus niet onderworpen aan de socialezekerheidsbijdragen. Ze is wel onderworpen aan een bijzondere werkgeversbijdrage van 16,50%. De bijdrage op de koopkrachtpremie moet op dezelfde manier als de bijdrage op coronapremie aangegeven worden.

De bijzondere bijdrage op de koopkrachtpremie wordt op identieke wijze aangegeven als de bijzondere bijdrage op de Coronapremie (werknemerskengetal bijdrage 801). De koopkrachtpremie wordt niet aangegeven met een bezoldigingscode.

Ze wordt als volgt aangegeven onder de werknemerslijn of onder het blok "bijdrage werknemer-student":

- werknemerskengetal bijdrage = 801
- type bijdrage = 0
- berekeningsbasis van de bijdrage = bedrag van de uitbetaalde koopkrachtpremie
- bedrag van de bijdrage = 16,50% x berekeningsbasis

Als de premie wordt uitbetaald aan werknemers die niet langer in dienst zijn, dan wordt de bijzondere bijdrage als volgt aangegeven als een bijdrage niet gebonden aan een natuurlijk persoon:

- werkgeverscategorie = werkgeverscategorie van de werkgever
- werknemerskengetal bijdrage = 801
- berekeningsbasis van de bijdrage niet gebonden aan een natuurlijk persoon = som van de uitbetaalde koopkrachtpremies
- bedrag van de bijdrage niet gebonden aan een natuurlijk persoon = 16,50% x berekeningsbasis

1.6.2 Impact

1.6.2.1 [Annexes](#)

Annexe 2 – Codes travailleurs

Nouvelle période d'activité pour la cotisation 801 (nouvelle ligne dans l'annexe 2)

NL :

Type van werknemers kengetal	Code	Omschrijving	Type werknemer	Aanwezigheid	Geldig vanaf trimester	Geldig tot trimester
Supplementaire bijdrage	801	Bijzondere bijdrage verschuldigd op Coronapremie	Andere (type werknemers)	5	2021/3	2021/4
Supplementaire bijdrage	801	Bijzondere bijdrage verschuldigd op koopkrachtpremie	Andere (type werknemers)	5	2023/2	2023/4

FR :

Type code travailleur	Code	Libellé	Type travailleur	Présence	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre
Cotisation supplémentaire	801	Cotisation spéciale due sur la prime Corona	Autres (type travailleurs)	5	2021/3	2021/4
Cotisation supplémentaire	801	Cotisation spéciale due sur la prime pouvoir d'achat	Autres (type travailleurs)	5	2023/2	2023/4

Annexe 30 – Codes anomalies

Modification du libellé de l'anomalie 528

Er is	Er moet zijn
Berekeningsbasis van bijzondere bijdrage Coronapremie te hoog	Berekeningsbasis van bijzondere bijdrage Coronapremie of koopkrachtpremie te hoog
Base de calcul de la cotisation spéciale prime Corona trop élevée	Base de calcul de la cotisation spéciale prime Corona ou prime pouvoir d'achat trop élevée

1.6.2.2 Contrôles cotisations

00084-045 (base de calcul de la cotisation – Montant trop élevé) P

Het is verboden om een berekeningsbasis van meer dan €750 aan te geven voor bijdrage 801 in de periode vanaf 2023/2 t.e.m. 2023/4.

90017-528 P

Het is verboden om een berekeningsbasis van meer dan €750 aan te geven voor bijdrage 801 in de periode vanaf 2023/2 t.e.m. 2023/4.

Als er meerdere werknemerslijnen bestaan voor een natuurlijk persoon, dan moet rekening worden gehouden met de som van de berekeningsbasisen vermeld op de verschillende werknemerslijnen.

Voorbeelden:

- Werknemerslijn 1 met koopkrachtpremie van €200
Werknemerslijn 2 zonder koopkrachtpremie
→ OK, want €200 ≤ €750
- Werknemerslijn 1 met koopkrachtpremie van €500
Werknemerslijn 2 met koopkrachtpremie van €250
→ OK, want €500 + €250 ≤ €750
- Werknemerslijn 1 met koopkrachtpremie van €500
Werknemerslijn 2 met koopkrachtpremie van €400
→ Niet OK, want €500 + €400 > €750

1.7 Droits d'auteur

Effet rétroactif : Oui (1/2018)

Impact DRS : Oui

1.7.1 Contexte

En 2023/1, le code rémunération 47 a été créé pour la déclaration des rémunérations liées aux droits d'auteur (code rémunération non soumis à des cotisations).

La date de validité de ce code rémunération est avancée au 01/01/2018 (effet rétroactif de 5 ans).

1.7.2 Impact

1.7.2.1 [Annexe 7 – Codes rémunérations](#)

Modification de la date de validité du code rémunération 47 au 2018/1 – 01/01/2018 en DmfA et DRS

1.7.2.2 [Contrôles communs](#)

00067-030 : la restriction sur le code rémunération 47 est d'application dès le début de sa validité.

Contrôles des prestations et des rémunérations : (à modifier)

1.8 Commission paritaire des entreprises de travaux techniques agricoles et horticoles 132

Effet rétroactif : Non (3/2023)

Impact DRS : Oui

1.8.1 Contexte

A partir du 1/7/2023, la CP 132 sera élargie aux employés de la CP 200.

La CP 132 sera donc d'application tant pour les ouvriers que les employés à partir du 1/7/2023.

1.8.1 Impact

1.8.1.1 Contrôles communs

Contrôle concerné : 00046-030

1.9 Contrôles communs

Impact DRS : Oui (sauf mention explicite)

1.9.1 *Mesures liées au Corona*

1.9.1.1 Travailleurs occasionnels dans le secteur agricole et horticole – Contrôle du nombre de jours au forfait

Effet rétroactif : oui (1/2020)

Pour mémoire

Le contrôle du nombre de jours au forfait dans le secteur agricole et horticole est suspendu depuis le 1/2020.

Contrôle concerné : 90012-192

Concerne les fonctions suivantes :

- 90 (secteur du chicon au-delà des 65 jours) – catégorie 594 : maximum 35 jours
- 91 (agriculture) – catégories 193, 293 + 097, 497 : maximum 30 jours
- 99 (horticulture)- catégorie 194, 494, 594 + 097, 497 : maximum 65 jours

NB : pas de contrôles pour les fonctions 92 (secteur du champignon - 100 jours) – catégorie 594 et 93 (secteur de la culture des fruits - 100 jours) – catégories 594 et 194

1.9.1.2 Travailleurs étudiants

Effet rétroactif : Non

De controle op het maximaal aantal uur (600) wordt geractiveerd vanaf 2/2023

Contrôles concernés :

- 01158-008
- 90012-260

Les contrôles par rapport au contingent et aux heures réservées en DIMONA restent aussi maintenus. Il s'agit des contrôles :

- 90017-502 : Différence heures en DmfA - heures planifiées en Dimona avec cotisations réduites
- 90017-504 : Aucune heure planifiée en Dimona pouvant bénéficier de cotisations sociales réduites

1.9.2 Dates début et fin du trimestre de la déclaration pas fiables

Effet rétroactif : Non

Plusieurs contrôles relatifs à la date de fin du trimestre de la déclaration (NOSSQuarterEndingDate) ne sont pas bloquants mais pourcentuels (008 – pas dans le domaine de définition, 014 – Date de fin antérieure à la date de début, 034 – Incompatibilité trimestre).

00039-014 => Bloquante dans les glossaires DmfA Original et DmfAUpdate

1.10 Controles verminderingen

Impact DRS : Non

Wijziging :

- Vermindering 0611 **Verlenging 2023/2 tot 2023/3onder voorbehoud van publicatie in het BS**
- Vermindering 6310
- Vermindering 6311
- Vermindering 3800
- Algemene berekeningen : EP derden in categorie 467

2 Varia

2.1 Dates et paramètres

2.1.1 *Dates prescription*

Pour les contrôles et l'établissement des listes, il est nécessaire de connaître la date limite pour l'acceptation des déclarations originales externes en danger de prescription du prochain trimestre prescrit (annexe interne 540) :

Trimestre	Danger de prescription → proposition à valider	Refus des déclarations originales à partir du	Prescription
2020/1 (3 ans) 2016/1 (7 ans)	01/03/2023	23/04/2023	01/05/2023
2020/2 (3 ans) 2016/2 (7 ans)	01/06/2023	21/07/2023	01/08/2023
2020/3 (3 ans) 2016/3 (7 ans)	01/09/2023	21/10/2023	01/11/2023
2020/4 (3 ans) 2016/4 (7 ans)	01/12/2023	20/01/2024	01/02/2024

NB : pour les DmfAPPL, seule la date de prescription est d'application.

Sur le portail : https://www.socialsecurity.be/site_fr/employer/applics/dmfa/general/dateprescription.htm

2.1.2 Dates rouges pour l'année 2023

Trimestre de déclaration	Employeur	SSA
4/2022	31/01/2023	16/02/2023
1/2023	30/04/2023	17/05/2023
2/2023	14/08/2023	17/08/2023
3/2023	31/10/2023	17/11/2023